

# REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## Convention définitive d'aménagement-exploitation

Entre

Le *Ministère des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches, et de l'Environnement* ci-après désigné  
« le concédant »,

et :

La *Société Vicwood Centrafrique (VICA)*, ayant son Siège Social BP 1391 à Bangui, ci-après désignée « le concessionnaire »,

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

La *Société Vicwood Centrafrique (VICA)* est attributaire du Permis d'Exploitation et d'Aménagement (P.E.A.) n° 184 par décret n° 04.046 du 12 février 2004. Le concessionnaire s'est engagé dans une démarche d'aménagement le 02 juillet 2004 en signant avec le concédant une convention provisoire d'aménagement-exploitation.

En janvier 2007 une superficie supplémentaire a été concédée à VICA par le courrier n°062/MEFCPE/DIRCAB/DGEFCP « demande d'extension du PEA 184 » du 22/01/2007, obligeant ainsi à reporter la date de dépôt du plan d'aménagement (PA) au 31 décembre 2007.

Le concessionnaire a reçu en août 2007 l'autorisation du concédant, par le courrier n°648/MEFCPE/DIRCAB/DGEFCP/DIAF, de prolonger l'exploitation sur l'assiette de coupe provisoire jusqu'au 30 septembre 2007.

En l'article 4, il est précisé que la convention provisoire d'aménagement-exploitation prendra fin dès la signature d'une convention définitive d'aménagement-exploitation, après agrément du plan d'aménagement par les deux parties.

Le présent document a valeur d'approbation du plan d'aménagement, après amendements intégrés à la suite d'une procédure d'examen par les services techniques du concédant et accord du concessionnaire.

*Le plan d'aménagement, les plans de gestion et les plans annuels d'opérations remplacent le cahier des charges du PEA 184 qui, à partir de la signature de la présente convention, devient nul et non avenue.*

L.  
A

## **Article 1 : Objet**

Le programme « d'Aménagement-Exploitation », objet de la présente convention, consiste en l'application du plan d'aménagement du PEA n° 184 attribué au concessionnaire.

La présente convention fixe les tâches respectives du concédant et du concessionnaire sur la durée de la convention.

## **Article 2 : Législation applicable**

La présente est régie par les lois en vigueur de la République Centrafricaine, en particulier par le Code forestier et ses textes d'application et par les accords internationaux. Cette législation permet la mise en œuvre de la démarche vers la certification, le respect de la légalité et la conformité à la gestion durable des ressources forestières.

## **Article 3 : Durée**

La présente convention couvre la durée d'une rotation telle que définie dans le plan d'aménagement, soit 30 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

En cas de réelle nécessité, elle pourra faire l'objet d'avenants à l'occasion des révisions éventuelles du plan d'aménagement telles que fixées à l'article 11 ci dessous.

Au terme de cette présente convention, un nouveau plan d'aménagement sera élaboré et soumis pour approbation au concédant. Une autre convention définitive du nouveau plan d'aménagement sera dès lors établie sur la durée de la rotation entre les deux parties signataires de la présente convention.

## **Article 4 : Répartition des tâches**

### **4.1. Rôle du concédant**

Le concédant est chargé de :

- transmettre au concessionnaire l'ensemble des documents techniques préparatoires ayant servi à l'élaboration du plan d'aménagement, en particulier les résultats de l'inventaire d'aménagement, la base de données cartographiques, l'étude socio-économique et l'étude dendrométrique ;
- effectuer un suivi-contrôle des plans de gestion quinquennaux, des plans annuels d'opération approuvés et de leur mise en œuvre ;
- garantir l'intégrité du massif forestier actuel du PEA 184, notamment en contenant les installations humaines et les défrichements dans la série agricole et de développement humain identifiée à cet effet, et en empêchant la mise en œuvre d'activités non compatibles avec la production de bois d'œuvre sur la série de production, en concertation avec les départements ministériels impliqués ;

L  
2  
Ⓢ

En liaison avec les autres services de l'Etat, le concédant développe une politique sociale (eau, éducation, santé, agriculture ...) d'appui aux populations installées dans le PEA 184.

#### **4.2. Rôle du concessionnaire**

Le concessionnaire est chargé de:

- appliquer le plan d'aménagement du PEA 184 approuvé par la présente convention définitive ;
- établir et mettre en œuvre les Plans de Gestion Quinquennaux (PG) et les Plans Annuels d'Opération (PAO), lesquels préciseront, de façon détaillée et chronologiquement, les activités qui seront menées dans les Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) et sur l'ensemble de la concession ;
- s'assurer de la conformité de l'ensemble de ses travaux et investissements avec les modalités et engagements décrits dans le plan d'aménagement et les documents de gestion à venir, en matière forestière, industrielle, sociale, environnementale et faunique.

#### **Article 5 : Obligations du concédant**

Le concédant s'engage :

- à émettre son avis et à donner son approbation dans le mois suivant leur dépôt, sur le Plan Annuel d'Opération (PAO) et, tous les 5 ans, sur le Plan de Gestion (PG) notamment pour les Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) proposées par le concessionnaire dans l'UFG ;
- à respecter ces délais d'approbation des documents de gestion préparés par le concessionnaire et prévus par le plan d'aménagement. Passé ces délais, les documents de gestion déposés par le concessionnaire sont réputés approuvés par le concédant ;
- à exercer pleinement son rôle de police forestière sur l'ensemble du PEA 184, de dresser les procès-verbaux d'infractions, de faire appliquer les mesures correctives et les pénalités prévues par la législation en vigueur, et si nécessaire, de répondre juridiquement aux conséquences des mesures prises ;
- suivre la mise en œuvre effective du plan d'aménagement et du fonctionnement de la cellule aménagement.

#### **Article 6 : Obligations du concessionnaire**

Le concessionnaire s'engage à :

- faciliter l'accès du PEA 184 au concédant ;
- mettre en œuvre le plan d'aménagement, les documents de gestion, les investissements industriels et toutes les mesures sociales et environnementales prises dans le cadre de la gestion durable du PEA 184 en veillant à leur strict respect ;

- adapter son règlement intérieur conformément aux nouvelles obligations découlant de l'application du plan d'aménagement ;
- soumettre au concédant l'ensemble des documents de gestion et d'exploitation dans les délais définis dans le plan d'aménagement (PA) et fixés par la loi. En particulier le concessionnaire a l'obligation de soumettre à l'approbation du concédant le premier plan de gestion du plan d'aménagement dans un délai de six (6) mois après la signature de la présente convention. Les plans de gestion suivants seront soumis au concédant six mois avant le début de l'exploitation des UFG concernées.
- concernant la définition des AAC, le principe retenu est celui des AAC de même surface utile. Les AAC des 5 années à venir (2007-2011) sont définies dans le PA. Pour les années suivantes, le découpage en AAC sera fixé dans le plan de gestion du bloc quinquennal concerné. Pour la première année de mise en œuvre du plan d'aménagement, la première AAC sera exceptionnellement exploitée sans PAO, afin de laisser le temps nécessaire à la société pour avancer dans ses inventaires d'exploitation. Le PAO de l'AAC suivante (AAC 2 de 2008) devra être soumis au concédant au plus tard en juin 2008. Pour les années suivantes, les PAO seront déposés avant le 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédant l'ouverture de l'AAC ;
- mettre en place une cellule d'aménagement permanente interne à la société et animée par un aménagiste qualifié. Cette cellule doit être opérationnelle dans les six mois suivant la signature de la convention définitive, et dotée notamment de moyens de fonctionnement appropriés et d'équipements informatiques et de terrain, nécessaires à la bonne gestion durable du permis, dont la liste sera fournie par le concédant. Les technologies utilisées permettront un transfert efficace de l'ensemble des données entre le concessionnaire et le concédant.

#### **Article 7 : Gestion durable**

Le concessionnaire s'engage, conformément au plan d'aménagement, à :

- rendre compte à l'administration forestière de tout acte délictueux inscrit dans le Code forestier, le Code de l'Environnement ou le Code de la Protection de la Faune Sauvage, observé sur sa concession ;
- limiter l'accès au permis dans le respect de la législation en vigueur et des directives du plan d'aménagement ;
- appliquer l'ensemble des mesures identifiées dans le plan d'aménagement et de gestion en faveur des populations riveraines et de ses salariés ;
- réaliser les investissements relatifs à son outil industriel conformément à ses engagements et en relation avec la ressource disponible et les taux de transformation retenus dans la législation en vigueur ;
- soutenir tous les projets d'alternative à la consommation de viande de chasse pour son personnel suivant des conditions restant à déterminer entre les parties concernées ;
- interdire le transport d'armes de chasse, de chasseurs et de viande de chasse à bord de ses véhicules ;

- appliquer les clauses de gestion en matière de pollution, en interdisant notamment tout rejet de polluants pouvant affecter les nappes phréatiques et les habitats d'espèces inféodées au PEA 184 ;
- construire un réseau de pistes forestières, doté d'ouvrages d'art, en évitant toute dégradation de l'environnement due aux inondations ou à l'érosion.

Le concédant s'engage, conformément au plan d'aménagement, à :

- faire respecter la législation en matière de respect de l'environnement et de gestion de la faune ;
- s'assurer, que le cadre global de la cohabitation entre la société d'exploitation minière et VICA décrit dans le PA soit respecté ;
- s'assurer, par l'intermédiaire de l'organe de réflexion/concertation qui doit être mis en place entre les deux départements que le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique respecte également ce cadre global de cohabitation.

## **Article 8 : Clauses de gestion forestière**

### **8.1. Conditions de mise en exploitation**

La mise en exploitation d'une AAC est conditionnée par l'approbation d'un plan annuel d'opération délivrée par la Direction Générale des Eaux et Forêt.

Chaque assiette de coupe restera ouverte pendant une durée de trois ans consécutifs. Passé ce délai, l'AAC est définitivement fermée à l'exploitation jusqu'au terme de la rotation.

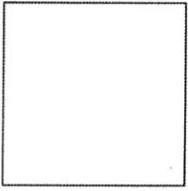
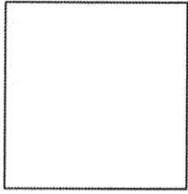
### **8.2. Normes d'exploitation**

L'exploitation du PEA 184, se fera conformément aux obligations contractuelles contenues dans le plan d'aménagement.

### **8.3. Essences interdites à l'exploitation**

Les espèces identifiées comme rares sur le PEA 184 à l'issue de l'inventaire d'aménagement, sont interdites à l'exploitation pendant toute la durée de la rotation. Il s'agit des espèces suivantes :

- Acajou blanc (*Khaya anthotheca*) ;
- Assamela (*Pericopsis elata*) ;
- Avodiré (*Turraeanthus africanus*) ;
- Bubinga (*Guibourtia demeussii*) ;
- Doussié rouge (*Azelia bipindensis*) ;
- Wamba (*Tessmania africana*) ;
- Wamba foncé (*Tessmania lescrauwaetii*).



Les feuilles n°2 et n°3 du carnet de chantier seront envoyés à la Direction des Exploitations forestières et à l'Inspection Forestière de la Mambéré Kadéi au plus tard trois jours après la dernière inscription.

Ce document servira aux fins de statistiques mensuelles et de contrôle. Le carnet de chantier contenant le feuillet n°1 ne doit quitter le chantier sous aucun prétexte. Il sera à la disposition permanente pour consultation de la part des responsables techniques du MEFCPE chargés du suivi et de la mise en œuvre du plan d'aménagement.

Il sera présenté à toute réquisition des agents forestiers, qui y apposeront leur visa en toutes lettres, immédiatement après la dernière inscription. Le carnet de chantier sera vérifié et visé après chaque contrôle par le service forestier.

Au carnet de chantier seront annexées : une copie du décret d'attribution du PEA et de la convention définitive d'aménagement exploitation.

Avant tout usage de carnet de chantier, l'Inspecteur Préfectoral des Eaux et Forêts de la Mambéré Kadéi le vérifie et paraphe la première et la dernière feuille.

Pendant toute sa période d'activité, la société est tenue de conserver en archives les carnets de chantier.

#### 8.9. Les routes forestières

Les routes et pistes permanentes ouvertes par le concessionnaire en vue de l'évacuation de ses produits seront identifiées et répertoriées par le Ministère Chargé des Transports et celui des Travaux Publics.

Des panneaux de signalisation à l'entrée et à la sortie du Permis et la réglementation générale routière caractériseront la circulation au sein dudit Permis.

Les routes comporteront, nécessairement, des endroits aménagés pour le stationnement des grumiers. Elles seront pourvues de panneaux de signalisation aux points présentant un réel danger.

Le réseau des routes et pistes forestières doit être répertorié et faire l'objet d'une cartographie.

Le tracé des routes et pistes principales devra tenir compte des contraintes du plan d'aménagement et de l'avis des services du Ministère Chargé de l'Équipement, Transport, Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

#### 8.10. Exécution des coupes

L'abattage, le débusquage et le débardage seront conduits de façon à entraîner le moins de dégâts possibles aux arbres d'avenir (piste de débardage large, destruction de grande surface pour récupérer une bille, mutilation des arbres d'avenir, etc.).

La coupe devra s'effectuer aussi près du sol que possible et toujours dans les contreforts pour les arbres présentant cette caractéristique. Elle sera obligatoirement plane et perpendiculaire à l'axe de l'arbre.

L  
8  
A

Aucune coupe ne s'effectuera par temps pluvieux ou lorsque soufflera un vent de vitesse élevée.

Le long des routes et des pistes, en bordure de champs, rivières importantes et lieux d'habitation ou de passage, les coupes seront réalisées sous la responsabilité du concessionnaire qui est tenu d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Aucun parc à bois ne doit être installé le long des routes nationales et internationales empruntées par le concessionnaire.

Pour tout ce qui précède, le concessionnaire est tenu de donner les instructions d'usage à son personnel.

En cas de non respect des dispositions, un procès verbal relatif aux dégâts sera dressé par l'Inspecteur Préfectoral des Eaux et Forêt de la localité concernée qui rendra compte à la Direction des Exploitations et Industries Forestières ; celle-ci proposera à l'appréciation de sa hiérarchie le montant des pénalités et indemnités à recouvrer.

Par ailleurs, les arbres brisés à l'abattage seront considérés « abandonnés » et cette mention figurera dans la colonne « observation » du carnet de chantier (en face du numéro d'identification de l'arbre).

Si des arbres, après abattage, sont considérés inutilisables par suite de pourriture au cœur, on portera la mention « pourri » dans la colonne « observation » du carnet de chantier.

Il ne sera abandonné sur ou hors du permis aucun bois de valeur marchande.

- Seront réputées abandonnées sur le permis, les billes non sorties du chantier après abattage, sauf cas de force majeure évoqué par le concessionnaire et reconnu par le service forestier ;

- Seront réputées abandonnées hors du permis, les billes non vendues roulées et stockées hors des limites du permis qui auront été sorties depuis plus de cent quatre vingt et un (181) jours.

A l'expiration de ce délai, le concessionnaire se verra obligé d'opter pour un délai supplémentaire qui sera payant jusqu'à la fin des travaux de vidange total du permis. Le taux de pénalité dans ce cas sera de 40 % de la valeur de taxe d'abattage par mois.

#### 8.11. Délai de sortie des billes

Les billes tombées accidentellement lors du transport devront être rangées immédiatement et enlevées dans un délai maximum de soixante et un (61) jours. Dans le cas où interviendrait le service des Travaux Publics pour cause de défaillance, les charges seront supportées par le concessionnaire.

A l'expiration du prélèvement sur un chantier donné, un délai maximum de cent quatre vingt et un (181) jours sera laissé au concessionnaire pour la sortie de tous les bois abattus.

Dépassé ce délai, une demande de sursis de soixante (60) jours maximum sera adressée au Responsable de l'Inspection Préfectorale des Eaux et Forêts. Elle devra comporter les détails sur les grumes qui restent à débarquer et à transporter avec référence au carnet de chantier.

L  
9  
P

A l'expiration du délai de sursis, le taux de pénalité de 40 % de valeur de la taxe d'abatage par mois supplémentaire sera appliqué.

#### 8.12. Circulation des produits forestiers

Lorsque le concessionnaire fera circuler des produits forestiers, il devra établir une feuille de route en double exemplaire mentionnant :

- le lieu de destination et les noms des destinataires ;
- l'essence et la nature des produits ;
- la qualité (volume ou tonnage) par type de produit ;
- la date d'expédition ;
- s'il s'agit des grumes, le numéro de chaque grume et le numéro du PEA d'où sont extraits les produits ;
- le tonnage total transporté.

Les feuilles de route seront établies sans ratures ni surcharges, arrêtées et paraphées par l'expéditeur, qui est dans ce cas titulaire du PEA.

Tous les documents cités ci-dessus doivent être accompagnés de Certificat (s) d'Origine (s) pour la sortie du territoire.

La non observation de ces dispositions entraînera des sanctions prévues à l'Article 100 du Code forestier (Loi 90.003 du 9 juin 1990).

#### 8.13. Documents de déclaration des mouvements des bois

Conformément à l'Article 79 de la Loi 90.003 du 9 juin 1990 portant Code Forestier Centrafricain, le concessionnaire doit transmettre, le 20 de chaque mois, un état récapitulatif du mois précédent. Cet état comprendra le mouvement de bois du mois considéré, qui reprendra les données du carnet de chantier relatives au volume utile avec les noms des pays importateurs.

Les documents devront être remplis conformément aux modèles de formulaire fournis par l'administration.

Les documents devront être parfaitement lisibles et ne comporteront aucune rature ni surcharge sous peine de pénalité prévue par l'Article 77 du Code forestier (Loi 90.003 du 9 juin 1990).

#### 8.14. Disposition pour retard de déclaration des mouvements des bois

Dans le cas de non dépôt de déclaration des mouvements de bois dans le délai légal, une sommation sera adressée au concessionnaire. Cette déclaration devra parvenir sous 10 jours sous peine d'encourir une pénalité forfaitaire de 500 000 FCFA (Code forestier - Loi 90.003 du 9 juin 1990).

Si le mouvement de bois certifié exact n'est pas fourni à l'administration dans ce délai, un ordre de recette d'un montant égal au double du mois précédent sera établi et ultérieurement réajusté à la réception de l'état.

Ces dispositions s'appliquent sauf en cas de force majeure constaté par le Ministère chargé des forêts.

9

### 8.15. Bilan Annuel

Chaque année, à partir de 2009, pour le 1<sup>er</sup> novembre le concessionnaire présentera son Plan Annuel d'Opération (PAO), comprenant le bilan d'exploitation de l'année en cours et de l'année précédente, ainsi que le programme de l'année à venir correspondant au plan d'aménagement en vigueur. Le dossier devra comporter un état chiffré et détaillé des activités du concessionnaire au cours de l'exercice écoulé.

Le PAO sera adressé au Ministre Chargé des forêts et fera l'objet d'une évaluation par une Commission d'experts désignée par les autorités concernées. En cas de non respect des engagements fixés dans le PAO antérieur, le concessionnaire devra en justifier les raisons et détailler les moyens à mettre en œuvre pour que ces engagements soient respectés dans le PAO suivant. Si les raisons ou les moyens mis en œuvre sont insuffisants, le Ministère en charge des forêts peut être amené à rejeter le PAO proposé.

### Article 9 : Fiscalité

La surface utile du PEA 184 a été revue par rapport à la surface mentionnée dans le décret d'attribution et fixée à 204 160 ha.

Les portions de surface utile présentes dans la série de conservation et la série de recherche ont été soustraites de la surface utile totale car la société n'exploitera pas dans cette série. De même la ville de Berberati et sa ceinture agricole (1 759 ha) ont été soustraites de la surface utile totale car cette zone n'a pas de vocation forestière. La surface utile sur laquelle la société mènera ses activités d'exploitation est donc fixée à **201.932 ha**. C'est sur cette surface que la fiscalité sera appliquée à partir de la date de signature de la présente convention définitive.

En dehors de cela, la convention définitive ne modifie en rien les obligations fiscales du concessionnaire. Le concessionnaire s'engage à respecter ses obligations fiscales.

### Article 10 : Annulation

Tout conflit qui émanerait du non respect de l'application de la présente convention fera l'objet d'une conciliation entre les deux parties.

En cas de non aboutissement de la conciliation, des mesures pénales seront prises, conformément aux dispositions du Code forestier centrafricain.

### Article 11 : Révision du plan d'aménagement

Le concessionnaire pourra demander une révision du plan d'aménagement après un délai minimum de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. La procédure de révision sera lancée après acceptation par l'administration des motifs proposés par le concessionnaire.

Le concessionnaire pourra solliciter des révisions périodiques supplémentaires à condition toutefois de respecter un délai intermédiaire de 5 ans entre chaque révision. La convention définitive pourra faire l'objet d'avenants à l'occasion des révisions éventuelles du plan d'aménagement.

L  
11  
→

Les révisions du plan d'aménagement seront à la charge du concessionnaire, sauf si une modification de superficie utile déséquilibrant le caractère iso-volume des UFG, indépendant des activités de la société forestière, survient après la mise en œuvre du plan d'aménagement.

### Article 12 : Modification et entrée en vigueur de la convention

Toute modification des dispositions de cette convention ultérieure à sa signature, ne se fera qu'avec le consentement des deux parties concernées. La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par les deux parties et sera entérinée par un décret tenant compte des nouvelles limites.

La présente convention est établie en quatre (4) exemplaires originaux:

Bangui, le 21 Mars 2008

Le Président Directeur Général de la  
Société VICA

Le Ministre Des Eaux, Forêts, Chasses  
et Pêches, et de l'Environnement



*Stephen Chong*  
Annexe I - Plan d'aménagement



*Yvonne MBOÏSSONA*